

Michel Mousel

ANTI-BROUILLARD

Il y avait, dans la Grèce antique, une catégorie de philosophes et théoriciens nommés « sophistes ». Leur spécialité, c'était d'être capables de démontrer n'importe quelle thèse et de démontrer — fût-ce par un tour de passe-passe verbal — celle de leur adversaire. Du cirque intellectuel, en quelque sorte.

En lisant Gérard Féran, la semaine dernière (« Il faut choisir ! »), on se croit replongé dans l'antique Athènes. La mode rétro, en grand ; la restructuration du mouvement ouvrier vue par Cecil B. de Mill Je sais bien que c'est les vacances, mais, quand même, le sujet est sérieux !

Le réformisme, qu'est-ce que c'est ? Tout commence par un syllogisme (**le jambon fait boire, or boire désaltère, donc le jambon désaltère**) :

— le réformisme, c'est la droite ;
— or la gauche veut battre la droite ;
— donc il n'y a pas de réformisme à gauche.

Où est le truc ? Dans le mot « réformisme ». Si l'on entend par « réformisme » le fait de « faire des réformes », la droite n'a pas attendu la perspicacité du camarade Féran pour être réformiste. Les partis les plus conservateurs réforment, ne serait-ce que sous la pression des forces progressistes. Nul doute en particulier que, malgré la cruelle absence de JJSS, Giscard soit décidé à réformer : il faut passer le cap des premiers semestres difficiles, et, tant que ça ne coûte rien, il aurait bien tort de s'en priver. Et, bien sûr, il se pose des problèmes aux forces populaires : il faut qu'elles opposent une stratégie réellement alternative à cette tentative non négligeable de tirer d'embarras le capitalisme français.

Mais jusqu'à présent, dans le mouvement

ouvrier, « réformisme » désignait autre chose : la croyance (on croit ou on veut faire croire) que la possibilité existe d'un passage graduel du capitalisme au socialisme, par une succession de réformes dont la réalisation dépend, pour l'essentiel, de l'occupation du pouvoir gouvernemental. Les variantes ne manquent pas bien entendu : un peu plus de coercition ici, d'action de masse là ; d'acceptation des règles de l'économie libérale ou de nationalisations, etc. Mais l'essentiel est là, et le critère fondamental c'est l'attitude à l'égard de la nature du pouvoir, de l'Etat, et par conséquent, la stratégie électorale.

Mais il est vrai que Féran, dans la logique de sa démonstration, veut nous protéger du grand danger qui nous menace : « **la re-création d'un grand parti social-démocrate** ». Camarades, vous ne vous rendez pas compte de ce qui serait arrivé si le Bureau national n'avait pas veillé au grain !

Comme si le réformisme n'était pas, dans la situation qui est la nôtre, une composante normale du mouvement ouvrier ; comme si la campagne de Mitterrand n'avait pas constitué une sorte de retour aux sources du réformisme ; comme si la réapparition du PS après l'effondrement de la SFIO était un accident de l'histoire — réparable d'ailleurs ; et surtout, comme si la stratégie réformiste n'avait pas de crédibilité aujourd'hui !

hypnotisés

On a toujours tort de sous-estimer les autres. De croire, par exemple, qu'il n'y a pas une profonde cohérence dans cette stratégie et qu'il suffit d'apporter plus de « rationalité » politique (ou économique) à l'organisation qui la porte pour quelle bascule du bon côté. De laisser croire, à fortiori, que les autres ont disparu. Cela me rappelle fâcheusement les imprécations entendues au Congrès de Dijon sur la mort irrémédiable de la social-démocratie, sources d'innombrables sottises

— dans un autre sens, il est vrai. Le fait que le courant réformiste parle « d'autogestion » ne change rien, pas plus qu'avant lorsqu'il parlait de « socialisme ».

D'ailleurs, le réformisme n'est pas une maladie honteuse, comme on pourrait le croire devant tant d'assurances données sur le caractère non réformiste que devrait prendre un regroupement avec le PS. Ceux qui veulent vraiment le socialisme et s'en donner les moyens n'ont pas à établir un cordon sanitaire entre eux et la social-démocratie, bien au contraire :

- 1) leur milieu de travail est essentiellement réformiste ;
- 2) à tout moment ils doivent se battre pour des réformes, mais celles-ci ne sont pas la fin, elles sont un moyen de développer la conscience de classe, de renforcer l'action de masse en arrachant des victoires partielles ;
- 3) ils ont à disputer aux réformistes, à l'intérieur de l'unité de combat, la direction des luttes.

Mais cela, c'est tout autre chose que de les retrouver dans une même organisation ; car ce qui les oppose, ce n'est pas des querelles abstraites : c'est le sens à donner aux combats d'aujourd'hui. Bien sûr, nous n'ignorons pas qu'il y a — au sein ou autour du PS — des camarades qui ont les mêmes préoccupations que nous ; ceux-là, c'est dans l'action et par notre affirmation autonome que nous pourrions les conquérir définitivement. Pas en accréditant l'idée que nous liquiderons définitivement la social-démocratie par une opération organisationnelle sans rapports avec les forces réelles.

Comment peut-on ainsi travestir la réalité, si ce n'est qu'on est hypnotisé par les rapports de forces électoraux ? C'est logique, dès lors qu'on considère que la victoire sera électorale ou ne sera pas, comme on nous le serine depuis quelques temps dans TS. Loin de nous l'idée de récuser la possibilité de succès électoraux ; de là à les appeler « victoire », il y a toute la différence qui porte sur l'utilisation du succès électoral. Si l'on compte sur l'action révolutionnaire de masse, qu'un résultat électoral peut enclencher ou légitimer après coup, alors il faut s'en donner les moyens, et en particulier les moyens organisationnels.

dans la finesse

Il vaut mieux être riche et en bonne santé...

Or en ce domaine, on constate que Gérard Féran ne se contente pas de cultiver les fleurs de rhétorique ; il est également amateur de contradictions et — lorsqu'il ne les bricole pas lui-même (cf. le rapport du BN pour le Conseil de novembre) —, il cherche à les collectionner dans les textes des voisins. Ce qui donne, dans le dernier TS, une exposition d'alternatives entre lesquelles il nous somme de choisir, le dos au mur, cela va de soi.

Cependant, ici, on fait moins dans la finesse. C'est du genre « **vous voulez être un groupuscule ou un grand parti avec plein de militants ?** » — ou encore « **préférez-vous des accords tactiques voués à l'échec, ou une unité stratégique qui gagne ?** ». Dommage que Fernand Raynaud soit mort avant d'adhérer au PSU, car on aurait pu faire recette avec un dialogue sur de semblables questions.

Non, décidément, nous n'acceptons pas la perspective d'accords stratégiques pour la simple et unique raison qu'en l'absence de convergence ils ne peuvent conduire qu'à nous aligner sur la stratégie des autres et non l'inverse ; ce qui s'est passé pendant la campagne présidentielle à la Tour Montparnasse le confirme amplement. Par contre, nous affirmons que le débat stratégique est essentiel, qu'il est même beaucoup plus important que des causeries sur le « projet de société », et qu'il doit englober toute la gauche. Ce doit être un débat concret, et c'est une des raisons pour lesquelles une des initiatives urgentes du PSU doit être le lancement d'une discussion publique sur un programme de transition au socialisme.

Une telle discussion ne se mène pas séparément d'une rencontre sur le terrain entre chacune des forces, sur des objectifs de combat contre le capitalisme. Dire qu'une telle politique est vouée à l'échec, c'est oublier simplement qu'elle a été rarement réalisée, faute d'une volonté suffisante d'un côté ou de l'autre. En tous cas, depuis que nous en parlons, nous n'avons guère eu l'occasion de l'expérimenter ; l'accord sur la vie chère constitue une sorte de contre-exemple, car il n'a donné lieu à aucune action unitaire à la base. Il est peut-être temps d'y penser ?

Mais, pour qu'une telle unité soit réellement dynamique et non paralysante, il faut qu'en soit partie prenante une force non-alignée sur

le réformisme, disposant de son autonomie à l'égard des autres. Cette force existe : elle est constituée de tous les militants — y compris bien sûr ceux qui ont signé « l'appel du 11 juin » — qui aujourd'hui se retrouvent sur la stratégie du contrôle ouvrier et du contrôle populaire ; cette force n'est pas organisée et les sirènes crypto-démocrates contribuent encore plus à la désorganiser. Mais sans elle, alors oui, aucune victoire, de quelque sorte que ce soit, n'est possible. Il faut lui ménager plusieurs niveaux d'unification : celui qui permettra de coordonner les mouvements de masse anticapitalistes et celui, proprement politique, au niveau du parti. L'un n'ira pas sans l'autre. Mais dans les deux cas, sans initiative du PSU, rien ne se fera. On voudra bien nous excuser si nos propositions sont un tant soi peu dialectiques...

Evidemment, il ne s'agit pas d'une « **reconstruction de l'extrême gauche sur une base autogestionnaire** » si l'on entend

par là quelque chose d'analogue avec ce qui se trame du côté du PS. Nous ne rêvons pas de grandioses restructurations... nous voudrions simplement structurer ! Nous n'opposons pas à des opérations d'appareil d'autres opérations d'appareil (lesquelles, d'ailleurs ?) mais nous voulons impliquer les immenses couches militantes qui sont en attente de notre côté et qu'on risque de rejeter ou de fourvoyer dans une manipulation confusionniste.

Prenons garde à l'importance historique du choix que nous ferons : ou accepter l'hégémonie du réformisme sur tout ce qui, à gauche, récuse le modèle stalinien ; ou faire fructifier ce que nous avons amassé, notamment depuis Toulouse, au bénéfice d'une véritable victoire des travailleurs. Le reste n'est que littérature.

Michel MOUSEL ■